

Journée de formation de la CCERAM

Compagnie des Commissaires-Enquêteurs
Région Alsace Moselle

Dominique CHATILLON
DDT 68



SOMMAIRE

● <i>La DDT, la MISEN et le service « police de l'eau »</i>	6
● <i>Généralités droit de l'eau</i>	6
● <i>Quelques définitions</i>	10
● <i>Les procédures « loi sur l'eau »</i>	10

- **Direction interministérielle créée au 01/01/2010**, par la fusion de la DDE, la DDAF et une partie du service environnement de la préfecture

- Elle met en œuvre les **politiques d'aménagement et de développement durable des territoires**.

- **Principales missions:**

- aménagement durable du territoire, l'urbanisme, la prévention des risques naturels et technologiques, la gestion de crise, les transports et déplacements

- habitat, la rénovation urbaine, la construction des bâtiments, l'accessibilité

- assistance aux collectivités locales pour l'instruction des documents d'occupation du sol

- sensibilisation, l'information et l'accompagnement des actions sur la sécurité routière,

- mise en œuvre de la politique agricole nationale et communautaire,

- politique de l'eau et des déchets : police de l'eau, prévention des pollutions diffuses, suivi des installations à risques et animation de la Mission Interservices de l'Eau et de la Nature (MISEN). Le service sera l'interlocuteur privilégié des usagers et des autres services de l'État pour toutes les thématiques liées à l'eau.

- forêt, la protection de la nature et la chasse

- Mission inter-services de l'eau et de la nature

Créée par arrêté préfectoral du 10/09/2010 pour le Haut-Rhin,

Regroupe DDT, Préfecture (direction en charge de l'environnement), DDCSPP (ou DDPP + DDCS), DREAL, DRAAF, ARS, agence de l'eau, ONEMA, ONCFS et ONF

Principales missions :

- assurer la déclinaison, la mise en œuvre opérationnelle et l'évaluation des politiques de l'eau et de préservation des ressources naturelles dans le département,
- proposer un plan d'action opérationnel de mise en œuvre de ces politiques et veiller à la cohérence des financements publics et des interventions de prestations d'ingénierie publique,
- proposer la position de l'Etat dans les documents de planification en lien avec ces politiques (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux, Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux, Orientations Régionales de Gestion de la Faune Sauvage et de l'Amélioration de la Qualité de ses Habitats, Schéma Départemental de Gestion Cynégétique, etc.),
- veiller à l'articulation avec les politiques connexes : gestion des axes fluviaux, Installations Classées au titre de la protection de l'Environnement (ICPE), politique sanitaire, prévention des risques, aménagement foncier,
- identifier les points de divergence entre les services de l'Etat, en particulier sur les dossiers appelés à être présentés en CODERST,
- veiller à l'intégration de ces politiques de l'eau et de préservation des ressources naturelles dans les politiques sectorielles portées par les services déconcentrés,
- organiser la communication et les échanges de données relatifs aux politiques de l'eau et de préservation des ressources naturelles dans le département.

La police de l'eau

Police: ensemble de mesures ayant pour but de garantir l'ordre public

Police administrative: a pour but d'assurer la tranquillité, la salubrité et la sécurité publiques par des mesures préventives:

instruction des dossiers de déclaration/autorisation

Police judiciaire: a pour but de constater les infractions à la loi pénale, d'en rassembler les preuves et d'en rechercher les auteurs:

contrôles terrain et bureau, proposition de suites données, proposition de transactions dans certains cas après accord parquet...

Mise en place progressive (2006 et 2012) d'un **service unique de police de l'eau** dans chaque département assuré par la **DDT**, avec quelques exceptions (Rhin et Grand canal d'Alsace = DREAL Alsace)

L'**ARS** assure la police de l'eau pour les prélèvements destinés à l'AEP, y compris captages privés si distribution publique

•

Les services en charge des **ICPE** assurent la police de l'eau dans les installations classées (DREAL, DDPP ou DDCSPP, éventuellement DDT)

La directive cadre sur l'eau

Directive européenne du 23/10/2000 fixant le cadre de la politique communautaire pour la gestion et la préservation des eaux, par grand bassin versant

Pour chaque bassin:

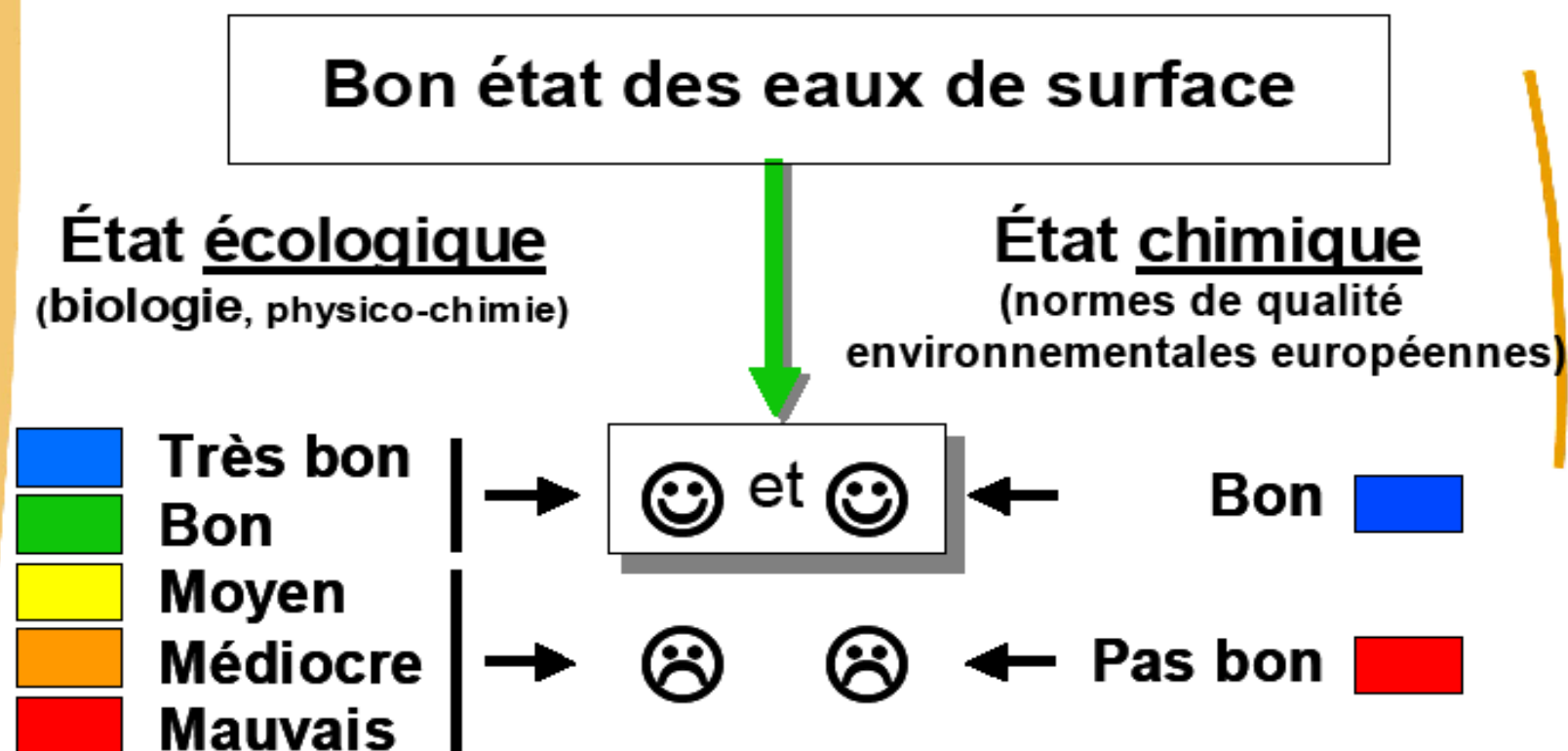
- plan de gestion - SDAGE- fixe les objectifs pour chaque masse d'eau et les grandes orientations afin de garantir une gestion équilibrée et durable de l'eau
- programme de mesures fixe les moyens financiers à mettre en oeuvre par action-clé et par bassin élémentaire, pour chacun des quatre domaines: hydromorphologie, assainissement, industrie et artisanat et agriculture, pour respecter les objectifs et échéances de bon état.

Objectifs: non dégradation en qualité et quantité

bon état en 2015 avec possibilité de report à 2021 ou 2027 si justifié

Cycle de 6 ans, premier : 2010-2015

La définition du bon état



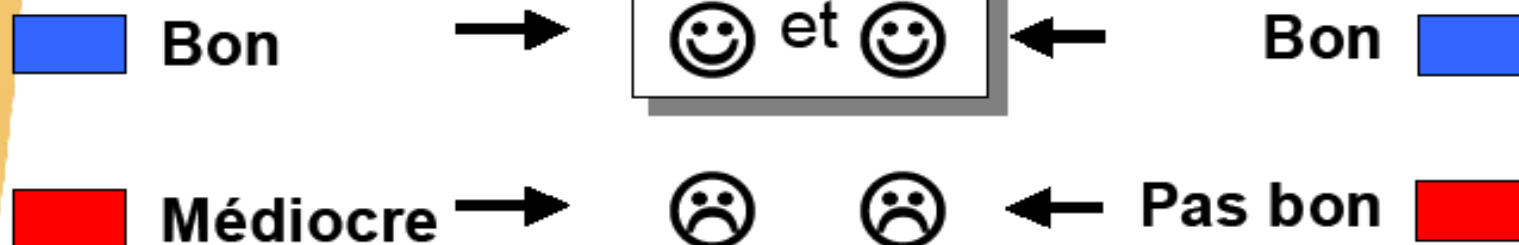
La directive cadre sur l'eau

La définition du bon état

Bon état des eaux souterraines

État quantitatif

État chimique
(normes de qualité
environnementales européennes)



Les lois sur l'eau

1964: organisation en 6 grands bassins

1992: création de la nomenclature (grille de classement des IOTA), procédures de déclaration et autorisation

2006: loi sur l'eau et les milieux aquatiques: nombreuses évolutions (cohérence avec SDAGE, continuité écologique, contenu des SAGE, redevances agences de l'eau...)

+

Importantes modifications des procédures et codification au code de l'environnement

+

Apports des lois Grenelle

L214-1 et suivants

R214-1 et suivants

Document de planification à l'échelle du bassin comprenant :

- état des lieux du bassin avec notamment le répertoire des zones:

faisant l'objet de dispositions législatives ou réglementaires portant sur la protection des eaux de surface ou des eaux souterraines ou la conservation des habitats ou des espèces directement dépendants de l'eau ;

de captages, actuelles ou futures, destinées à l'alimentation en eau potable.

- les objectifs de qualité et de quantité des eaux :

Pour les eaux de surface, à l'exception des masses d'eau artificielles ou fortement modifiées par les activités humaines, à un bon état écologique et chimique ;

Pour les masses d'eau de surface artificielles ou fortement modifiées par les activités humaines, à un bon potentiel écologique et à un bon état chimique ;

Pour les masses d'eau souterraines, à un bon état chimique et à un équilibre entre les prélèvements et la capacité de renouvellement de chacune d'entre elles ;

- Les objectifs doivent être atteints au plus tard le 22 décembre 2015. Toutefois, s'il apparaît que, pour des raisons techniques, financières ou tenant aux conditions naturelles, les objectifs ne peuvent être atteints dans ce délai, le SDAGE peut fixer des échéances plus lointaines, en les motivant, sans que les reports ainsi opérés puissent excéder la période correspondant à deux mises à jour du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux : 2021 et 2027

Les programmes et les décisions administratives dans le domaine de l'eau doivent être compatibles ou rendus compatibles avec les dispositions des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux.

Le SAGE (Art L 212-3 du code de l'env)

Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux institué pour un sous-bassin, pour un groupement de sous-bassins correspondant à une unité hydrographique cohérente ou pour un système aquifère fixe les objectifs généraux et les dispositions permettant de satisfaire aux principes énoncés aux articles L. 211-1 et L. 430-1.

Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux doit être compatible avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux prévu à l'article L. 212-1 ou rendu compatible avec lui dans un délai de trois ans suivant la mise à jour du schéma directeur.

Données sur <http://gesteau.eaufrance.fr/>

Le SAGE comprend :

- **Plan d'aménagement et de gestion durable** de la ressource en eau et des milieux aquatiques : fixe les dispositions pour satisfaire aux objectifs de gestion équilibrée de la ressource en eau du bassin concerné compte-tenu de l'état des lieux et des enjeux identifiés sur le bassin

Toute disposition prise dans le domaine de l'eau doit être compatible avec le PAGD.

- **Règlement** peut édicter des règles relatives à la répartition de la ressource en eau, aux fonctionnement de certains ouvrages en vue d'assurer la continuité écologique et sédimentaires et définir les mesures nécessaires à la restauration et à la préservation de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques

le règlement et ses documents cartographiques sont opposables à toute personne publique ou privée pour l'exécution de toute installation, ouvrage, travaux ou activité mentionnés à l'article L. 214-2.

pas de définition réglementaire du cours d'eau

- jurisprudence

un lit naturel ou naturel à l'origine et un débit suffisant une majeure partie de l'année

- références à la carte IGN:

introduites par les textes sur les BCAE dans le cadre des aides PAC ou arrêté 2006 sur usage des produits phytopharmaceutiques

→ forte probabilité

- indices avec la présence de poissons, invertébrés aquatiques...

- références au cadastre ou à la toponymie pas toujours fiable

- ne sont donc pas des cours d'eau:

les ouvrages entièrement créés de la main de l'homme: canal du Rhône au Rhin, sauf dans les tronçons où il « emprunte » le cours de l'Il, fossés de drainage, réseaux d'évacuation d'eaux pluviales si créés à cet unique effet

- sont des cours d'eau:

les rivières canalisées dans les traversées de villages

les rivières rectifiées dans les travaux de remembrement

- canaux, cours d'eau et fossés sont des eaux superficielles (par opposition aux eaux souterraines)

application des rubriques de la nomenclature relatives aux rejets

Eaux souterraines : nappes d'accompagnement et autres aquifères

Nappe d'accompagnement = nappe ou partie de nappe souterraine qui est en forte liaison hydraulique avec un cours d'eau et dont l'exploitation peut avoir un effet significatif sur le débit du cours d'eau

C'est la zone qui s'étend sur les alluvions en lien direct avec le cours d'eau

Notion importante du point de vue réglementaire (cf plus loin partie nomenclature)

Les procédures « loi sur l'eau » : nomenclature

Art R214-1 du code de l'environnement : grille de classification des installations, ouvrages, travaux et activités (**IOTA**) et détermination de la procédure applicable

Titre 1 : prélèvements

Titre 2 : rejets : concerne toutes les eaux superficielles, donc autant les fossés canaux que cours d'eau

Titre 3 : cours d'eau et milieux aquatiques

Titre 4 : milieu marin

Titre 5 : autres procédures valant procédure loi sur l'eau

Un IOTA peut relever de plusieurs rubriques. Si pour une rubrique au moins, il est soumis à autorisation, alors il est soumis à autorisation. Le dossier doit traiter de l'ensemble des rubriques et l'arrêté impose des prescriptions pour toutes les rubriques.

Nomenclature et procédures s'appliquent aux IOTAs qui ne constituent pas un **usage domestique** de l'eau, c'est à dire les prélèvements et les rejets destinés exclusivement à la satisfaction des besoins des personnes physiques propriétaires ou locataires des installations et de ceux des personnes résidant habituellement sous leur toit, dans les limites des quantités d'eau nécessaires à l'alimentation humaine, aux soins d'hygiène, au lavage et aux productions végétales ou animales réservées à la consommation familiale de ces personnes.

En tout état de cause, est assimilé à un usage domestique de l'eau tout prélèvement inférieur ou égal à **1 000 m3 d'eau par an**, qu'il soit effectué par une personne physique ou une personne morale et qu'il le soit au moyen d'une seule installation ou de plusieurs

Les procédures « loi sur l'eau » : nomenclature

1.1.1.0 : Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un **usage domestique**, exécuté en vue de la **recherche ou de la surveillance d'eaux** souterraines ou en vue d'effectuer un **prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau** : **DECLARATION**

1.1.1.0 : Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant :

1° Supérieur ou égal à 200 000 m³ / an : **AUTORISATION**

2° Supérieur à 10 000 m³ / an mais inférieur à 200 000 m³ / an : **DECLARATION**

1.2.1.0 : Prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe :

1° D'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m³ / heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau : **AUTORISATION**

2° D'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000 m³ / heure ou entre 2 et 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau :

DECLARATION

Le débit de référence est le débit moyen mensuel sec de récurrence cinq ans.

Procédure de déclaration (R 214-32 à 40 du CE)

- Dossier à déposer en 3 exemplaires au guichet unique (le + svt DDT)
- Instruction en 2 phases pouvant être regroupées
 - complétude : 15 jours
 - recevabilité : analyse sur le fond, évaluation des incidences, compatibilité avec SDAGE, SAGE, PPR
- Délivrance d'un récépissé de déclaration quand le dossier est complet, soit début travaux sans délai, soit avec début travaux après analyse de la recevabilité et demande d'avis si nécessaire
- Le récépissé est le cas échéant accompagné des arrêtés de prescriptions générales s'ils existent
- Le récépissé peut être accompagné d'un arrêté de prescriptions spéciales devant faire l'objet d'une procédure contradictoire avec le pétitionnaire
- Possibilité pour l'autorité administrative de s'opposer à une déclaration
- L'opposition doit être motivée, par exemple : incompatibilité SDAGE ou SAGE
- Le pétitionnaire peut faire un recours gracieux et est, dans ce cas, entendu par le CODERST
- Copie du récépissé, des arrêtés de prescriptions et du dossier est adressé à la mairie et à la CLE

Procédure d'autorisation (art R214-6 à 31 du CE)

- Dossier à déposer en 7 exemplaires (augmenté du nbre de communes -1 si travaux sur plusieurs communes)
- Pas de délai d'instruction au niveau de la complétude
- Dossier soumis à enquête publique après vérification de la complétude et de la recevabilité du dossier (l'avis informant de l'ouverture de l'enquête publique doit être publié dans les 6 mois suivant le dépôt du dossier complet, sinon rejet de la demande)
- En préalable ou en parallèle, dossier soumis à conférence administrative (avis de la CLE, de l'ARS + ONEMA... selon la situation et les protocoles locaux), délai 45 jours
- Avis de chacun des conseils municipaux
- Rapport et avis du commissaire-enquêteur 1 mois max après clôture de l'enquête
- Présentation au CODERST
- Proposition d'arrêté adressé au pétitionnaire avant le CODERST mais aussi après avec délai de 15 jours
- Si début travaux avant autorisation, refus en cas d'avis défavorable du CODERST
- Durée : environ 1 an mois de procédure à réception d'un dossier complet
- Procédure sans enquête publique pour des travaux devant durer moins de 1 an (6 mois renouvelable 1 fois)

Contenu du dossier

- Liste des pièces identiques pour dossier art R 214-6 (D) et art R 214-32 (A)
- **Doit être proportionné à l'opération et à ses incidences**
 - **Coordonnées du demandeur**
 - **Localisation des ouvrages**
Commune - le Lieu-dit – la section cadastrale – le n° de la parcelle – coordonnées Lambert
 - **Description des ouvrages**
Présentation du projet en précisant les objectifs, les différentes solutions envisagées et la justification du parti retenu
Nature - Consistance - Volume et objet des IOTA
 - **Rubriques de la nomenclature concernées**
 - **Document d'incidence**
 - **Moyens de surveillance** prévus et, si l'opération présente un danger, les moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident.
 - **Éléments graphiques (documents utiles à la compréhension du dossier)** : plans de situation, plan de masse sur fond cadastral, selon objet des travaux : profil en long et/ou en travers, schémas, coupes-type.

Contenu du document d'incidence

1. Description du ou des milieux susceptibles d'être impactés

Description des usages existants
2. Analyse des incidences potentielles des ouvrages
pendant la construction des ouvrages
en exploitation
3. Mesures mises en oeuvre pour:
éviter les incidences
réduire les incidences
compenser les incidences
4. Compatibilité du projet avec le SDAGE et éventuellement le SAGE en précisant les dispositions concernées
et en quoi le projet est compatible
5. Note sur l'incidence du projet sur les zones Natura 2000

La séquence éviter, réduire, compenser

DOCTRINE **relative à la séquence éviter, réduire et compenser** **les impacts sur le milieu naturel**

Ce document est destiné aux maîtres d'ouvrages, à leurs prestataires et aux services de l'État. Il a vocation dans l'avenir à évoluer au regard des avancées d'ordre technique ou réglementaire.

Doit être intégrée dès la conception du projet

Nécessité d'avoir un bon état des lieux avec les enjeux environnementaux,

Priorité à l'évitement des impacts, sinon réduction et enfin, compensation des impacts résiduels non compensés,

Mesures compensatoires au moins équivalentes, faisables et efficaces,

Définition du planning de mise en œuvre et des modalités de suivi

Travaux sur ouvrages existants

Si ouvrage non déclaré/autorisé et réalisé avant la loi sur l'eau ou les décrets nomenclature concernés, demander au préfet la reconnaissance de l'existence de l'ouvrage en application de l'article R214-53 du CE en communiquant (s'applique aux ouvrages existant avant la loi sur l'eau ou les décrets nomenclature concernés) :

1° Son nom et son adresse de l'exploitant ou propriétaire de l'ouvrage

2° L'emplacement de l'installation, de l'ouvrage, ou de l'activité ;

3° La nature, la consistance, le volume et l'objet de l'installation, de l'ouvrage, ou de l'activité, ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles ils doivent être rangés.

Le préfet peut exiger la production des pièces mentionnées aux articles R. 214-6 ou R. 214-32.

Il peut prescrire, dans les conditions prévues aux articles R. 214-17 ou R. 214-39, les mesures nécessaires à la protection des éléments mentionnés à l'article L. 211-1.

Concerne la plupart des anciens captages/ forages d'AEP mis en service avant 1992

Travaux sur ouvrages existants

- **Toute modification sur un ouvrage existant doit être portée à la connaissance du préfet en précisant la nature des modifications et leurs incidences.**

3 possibilités :

- Modifications mineures : le préfet prend acte
- Modifications significatives : selon ampleur des modifications et de leurs incidences

1 - proposition d'arrêté complémentaire après CODERST si IOTA soumis à autorisation ou arrêté de prescriptions complémentaires si IOTA soumis à déclaration

2- dépôt d'un dossier complet et instruction d'un nouveau IOTA si nouvelles incidences, rubriques non visées par le projet initial...